

fieldfisher

# QAI dans les ERP (crèches et écoles)

Aspects réglementaires



15 mars 2018

Belgium | China | France | Germany | Italy | Netherlands | UK | US (Silicon Valley) | [fieldfisher.com](https://www.fieldfisher.com)

## 1. Un cadre réglementaire ambitieux et dense

- L. 221-8 CEnv.

- R. 221-30 et s. CEnv.

- Décret n° 2012-14 (modifié 2015)
- Arrêtés "Aération" et "Surveillance" du 1er juin 2016

- Guide pratique pour une meilleure qualité de l'air dans les lieux accueillant des enfants (2016)

- La surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les lieux accueillant des enfants – le nouveau dispositif réglementaire 2018-2023 (2016) Affiche "Dans cet établissement, on agit collectivement pour la qualité de l'air intérieur" (ME)
- Guide "Construire sain" (MEDDE/METL) (2013)
- Guide "Gestion de la qualité de l'air intérieur", MSS/INVS (2010)
- Kit de ressources « Écol'Air », ADEME/Atmo France (2011)
- Léa et l'air, INPES
- Initiatives régionales : Un cartable sain et durable (Ademe, SD Gironde)
- ...

## 1. Un cadre réglementaire ambitieux et dense...

... à la hauteur des enjeux majeurs de santé publique :

- L. 221-8 CEnv. : article **législatif** issu de la Loi Grenelle 2 de 2010, qui pose le principe de la surveillance de la QAI dans certains ERP aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.
- R. 221-30 et s. CEnv. : dispositif **réglementaire** introduit par un décret de décembre 2011 :
  - qui définit les catégories d'ERP concernées, avec échéancier de mise en œuvre,
  - qui inclut dans la surveillance, d'une part une évaluation des moyens d'aération, d'autre part les campagnes de mesure de polluants

Modifié en août 2015, notamment :

- pour reporter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la 1<sup>e</sup> échéance applicable aux crèches et écoles maternelles
- pour dispenser de campagne de mesure les établissements ayant mis en place un auto-diagnostic
- pour supprimer l'obligation d'accréditation pour l'évaluation des moyens d'aération (qui demeure pour les campagnes de mesures)

## 1. Un cadre réglementaire ambitieux et dense...

- Précisé par :
  - décret n° 2012-14, modifié en décembre 2015 posant, pour les crèches / écoles, les principes méthodologiques (i) d'évaluation des moyens d'aération (ii) des campagnes de mesure des polluants, avec définition des polluants visés (formaldéhyde, benzène, CO<sub>2</sub>, PCE si proximité pressing)
  - 2 arrêtés du 1<sup>er</sup> juin 2016 relatifs (i) à l'évaluation des moyens d'aération (ii) aux modalités de surveillance
- Complété par :
  - Un guide pratique du ministère en charge de l'écologie, pour la mise en œuvre de l'auto-diagnostic
  - Une multitude d'autres guides, boîtes à outils, et organigrammes destinés à « faciliter » la mise en œuvre pratique



## 2. Propriétaires / exploitants

### Qui est visé par le nouveau dispositif?

Au premier chef les **propriétaires** ou les exploitants

- « si une convention le prévoit » ou
- « si les propriétaires n'ont pas pu être identifiés »

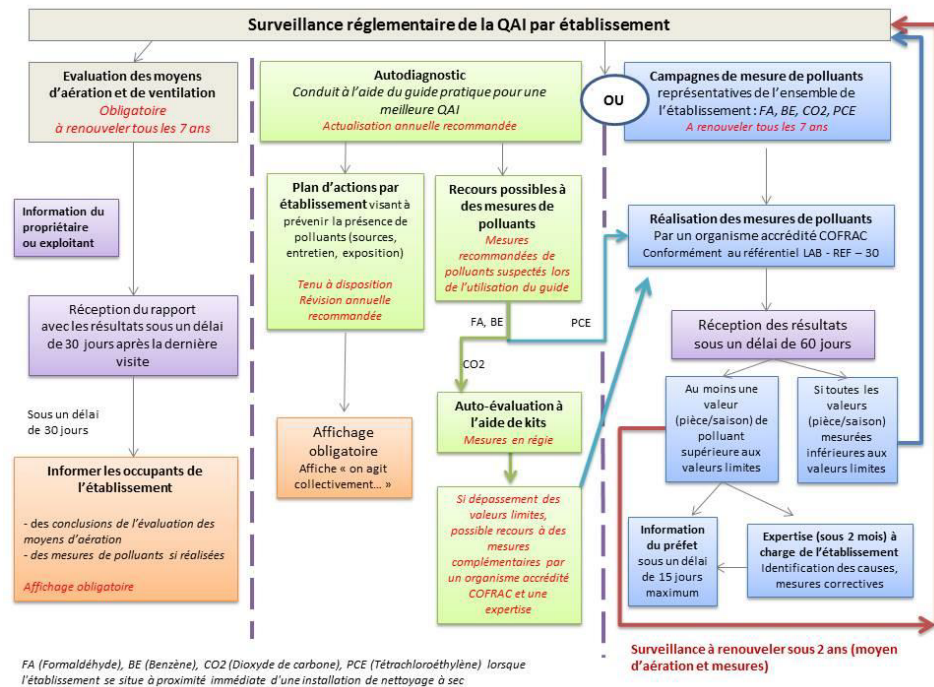
### Quelles obligations ?

- **Surveillance** (Aération + Mesure OU Auto-diagnostic)
- **Information**

Pour **assurer l'efficacité** de la mise en œuvre :

- De multiples **délais** à tenir
- Des **sanctions pénales** spécifiques (notamment pour privé)

Source: *Accompagnement à l'entrée en vigueur de la surveillance de la Qualité de l'Air Intérieur dans les ERP recevant des enfants*, RFVS-OMS, juin 2017



## 2. Propriétaires ou exploitants – Obligations de surveillance

Dans tous les cas :

- Crèches/écoles **existantes** : Tenir les échéanciers pour la surveillance initiale (1<sup>er</sup> janv. 2018 pour crèches, écoles maternelles et élémentaires ; 1<sup>er</sup> janv. 2020 pour accueils de loisirs, collèges, lycées, formation professionnelle) et le renouvellement (tous les 7 ans pour Aération et Mesure)
- Crèches/écoles **nouvelles** : Si choix d'une campagne de mesure, à réaliser avant le 31 déc. de l'année civile suivant l'ouverture
- Défaut de surveillance « périodique » (initiale et renouvellement) => contravention de 5<sup>e</sup> classe
- Au-delà des échéanciers : **ANTICIPER!** du fait notamment de la nécessité de coordonner divers acteurs et de de la méthodologie qui exige par ex. 2 mesures formaldéhyde/benzène espacées de 5 à 7 mois, et d'exclure les semaines de congés et/ou d'indisponibilité des locaux

En cas de dépassement de VL :

- Délai de renouvellement des campagnes de mesure raccourci (2 ans au lieu de 7)
- Sans même attendre les 2 ans : engagement sous 2 mois d'une expertise permettant la définition de mesures correctives pérennes
- A défaut => préfet peut la prescrire aux frais du propriétaire ou exploitant et/ou contravention de 5<sup>e</sup> classe

## 2. Propriétaires ou exploitants – Obligations d'information

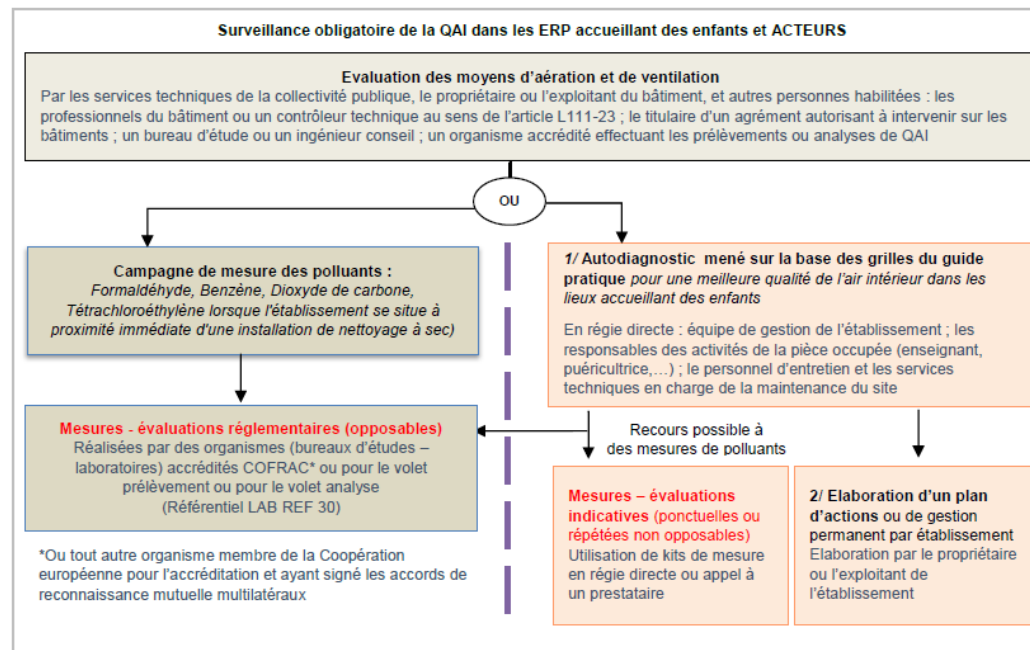
Dans tous les cas :

- **Information** des « personnes qui fréquentent l'établissement » **sous 30 j** à compter de la réception du dernier document:
  - via le directeur d'école ou le chef d'établissement, qui doivent eux même informer les membres du conseil d'école ou du conseil d'administration ou de la commission hygiène sécurité lors de la réunion qui suit la réception des résultats
- **Affichage** du bilan de la surveillance (Aération / Campagne de mesure), également **sous 30 j**
  - pour l'auto-diagnostic => affiche « Dans cet établissement, on agit collectivement pour la qualité de l'air intérieur »
- **Conservation** des 2 derniers rapports

Pas de sanction pénale SAUF en cas de dépassement de VL :

- Information du préfet sous 15 j à compter de la réception des résultats de l'expertise
- A défaut => contravention de 5<sup>e</sup> classe

### 3. Acteurs de l'évaluation, mesure, auto-diagnostic



Source: *Accompagnement à l'entrée en vigueur de la surveillance de la Qualité de l'Air Intérieur dans les ERP recevant des enfants*, RFVS-OMS, juin 2017



### 3. Acteurs de l'évaluation, mesure, auto-diagnostic

- **Délais** importants également pour la réalisation concrète de l'évaluation (aération), campagne de mesure ou auto-diagnostic, et également à **anticiper** d'autant plus que les acteurs sont différents (voir planche précédente).
- **Evaluation des moyens d'aération** : possible par divers acteurs, y compris en « interne » par les services techniques de la collectivité. Depuis 2015, il n'est plus nécessaire de faire intervenir un organisme accrédité mais cela demeure possible (voir planche précédente).

Rapport à transmettre au propriétaire/exploitant sous **30 j** => A défaut : contravention 5e classe

### 3. Acteurs de l'évaluation, mesure, auto-diagnostic

- **Campagne de mesure** : par un (ou des) organismes COFRACés (ou voir planche 6) pour le prélèvement et/ou l'analyse.
  - Rapport à transmettre au propriétaire/exploitant **sous 60 j** => A défaut : contravention 5e classe
  - Rapport à transmettre à l'INERIS sous 2 mois après dernier prélèvement (pas de sanction pénale)
  - Participation au moins 1 fois/an à leurs frais aux sessions de comparaison inter-labos de l'INERIS

**NB1:** **Défaut d'accréditation** => contravention 5e classe mais **rédaction insatisfaisante** de R, 226-15, 3° (pèse sur « l'établissement » ou l'organisme?)

**NB2:** **En cas de dépassement de VL** : l'organisme accrédité doit informer le préfet sous 15 j à compter de la réception des résultats d'analyse mais pas de sanction pénale de l'organisme à défaut de transmission ; en revanche, si cela est fait correctement, **le préfet aura l'information nécessaire pour suivre avec vigilance** la fourniture de l'expertise à faire sous 2 mois par le propriétaire/exploitant (qui, lui, peut faire l'objet de sanctions : cf. planche 5)

### 3. Acteurs de l'évaluation, mesure, auto-diagnostic

- **Auto-diagnostic** : divers acteurs à mobiliser selon Guide pratique du ministère de l'écologie / INERIS.

Dans le cadre d'une approche volontariste et d'amélioration continue, il n'y a logiquement pas de sanctions pénales « directes » prévues mais à noter :

- Contraintes pratiques assez lourdes inhérentes à l'auto-diagnostic : renouvellement recommandé tous les ans ; mobilisation d'un grand nombre d'acteurs et donc nécessité de coordination : n'apporte pas de données chiffrées sur le niveau d'exposition mais va au-delà des 4 polluants réglementés et peut malgré tout conclure à la nécessité de procéder à des mesures...
- L'autodiagnostic (et le plan d'action) sont tenus à disposition du préfet « qui peut prescrire des mesures correctives » => en cas de déficiences trop lourdes, cela pourrait éventuellement conduire les services du préfet à assimiler cela à un défaut de campagne de mesure et enclencher les sanctions prévues dans ce cas.

## Conclusion

- Un cadre réglementaire ambitieux et dense à la mesure des enjeux majeurs de santé publique
- Une « incitation » à la mise en œuvre effective par des délais stricts et des sanctions pénales spécifiques
- Une « souplesse » dans le choix (i) des acteurs de l'évaluation des moyens d'aération et (ii) entre campagne de mesure ou auto-diagnostic (voire panachage)

Souplesse /efficacité à confronter aux retours d'expérience au cours de cette journée thématique



**Merci de votre attention**



**Marie-Léonie Vergnerie**

Avocat au Barreau de Paris  
Partner | Partner

T: +33 (0) 170 378 131

M: +33 (0) 623 363 199

E: [mlv@fieldfisher.com](mailto:mlv@fieldfisher.com)